Résumé des politiques de protection des pensions des principaux partis pour l'élection 2021

Ce résumé aborde deux aspects. La politique des partis pour les élections de 2021 et leurs actions au 43e parlement.

L'événement marquant de la 43e législature a été le dépôt du projet de loi C-253 par le Bloc. C-253 aurait accordé la super priorité au déficit des pensions; ce qui aurait déplacé le déficit des retraites du bas de l'échelle vers le haut, en cas d'insolvabilité. L'extension de la super priorité au déficit des pensions est l'une des solutions proposées et appuyées par la Fédération canadienne des retraités.

C-253 est allé beaucoup plus loin dans le processus que toute autre tentative antérieure de légiférer sur une protection significative des pensions. Il a franchi l'étape de la deuxième lecture et a été approuvé par le Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie. Il a ensuite été renvoyé à la Chambre pour la troisième et dernière lecture ; s'il avait franchi l'étape de la troisième lecture, ce projet serait devenu une loi. Malheureusement, les élections ont été déclenchées avant la troisième lecture et le projet de loi C-253 est mort au Feuilleton.

Parti libéral du Canada

Politique électorale de 2021

Il n'y a aucune mention de la protection des retraites dans la plateforme que ce parti a publiée. En réponse à une demande de clarification, les libéraux ont fourni ce qui suit; « Dans le budget 2019, nous avons introduit des modifications législatives pour empêcher les dirigeants de se verser des primes tout en gérant une entreprise en restructuration à moins que le régime de retraite ne soit entièrement capitalisé, et pour garantir que les parties impliquées dans la restructuration agissent de bonne foi et favorisent la transparence. Nous continuerons de travailler avec les retraités sur les moyens de mieux protéger les retraites. »

43e législature

On a conseillé aux libéraux de voter contre le projet de loi C-253 en deuxième lecture. Malgré cet avis, 11 députés libéraux ont voté en sa faveur.

Parti conservateur du Canada (PCC)

Politique électorale de 2021

Le programme politique stipule : « Les conservateurs du Canada modifieront la législation pour s'assurer que les retraités aient la priorité sur les élites du monde des affaires en cas de faillite ou de restructuration. » Cependant, il n'y a aucun détail sur ce que cela signifie. Lorsqu'on lui a demandé des éclaircissements, le PCC a clairement indiqué que cela ne signifie pas qu'il mettrait en œuvre une super priorité, mais qu'il s'agit plutôt d'un engagement à tenir des consultations sur la question.

43e législature

Le PCC a appuyé à l'unanimité le C-253 en deuxième lecture, bien qu'il n'ait traditionnellement pas appuyé la super priorité.

NPD

Politique électorale de 2021

Le NPD appuie pleinement la super priorité. Leur politique stipule : « nous nous assurerons que les retraités soient en première ligne lorsqu'une entreprise fait faillite - en veillant à ce que les engagements de retraite non capitalisés dus aux travailleurs et les indemnités de départ des employés soient la priorité absolue dans les remboursements. »

43e législature

Le NPD a présenté un projet de loi d'initiative parlementaire (PIP) pour étendre la super priorité aux déficits des régimes de retraite en cas d'insolvabilité. En raison du processus suivi par les PIP, il n'a pas été mis aux voix, mais le NPD a pleinement appuyé et appuyé le projet de loi similaire du Bloc (C-253).

Bloc québécois

Politique électorale de 2021

Le Bloc soutient pleinement la super priorité. Sa politique stipule : « Nous poursuivrons nos efforts pour faire des fonds de pension des créanciers prioritaires en cas de faillite d'une entreprise. »

43e législature

Le Bloc a rédigé le projet de loi C-253 qui aurait accordé la super priorité aux déficits de pension en cas d'insolvabilité.

Parti Vert du Canada

Politique électorale de 2021

Le Parti vert ne fait aucune mention de la protection des retraites dans son programme.

43e législature

Le Parti vert a co-parrainé le projet de loi C-253 et l'a appuyé à l'unanimité.